

**Convention collective d'arrondissement**

IDCC : 1573. – **INDUSTRIES METALLURGIQUES, MECANIKES  
ET CONNEXES DE BEAUVAIS-CLERMONT**  
**(15 décembre 1989)**

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1990,  
*Journal officiel* du 4 août 1990)

■ *Journal officiel* du 26 janvier 2006

**Arrêté du 17 janvier 2006 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques  
et connexes de la région de Beauvais-Clermont (n° 1573)**

NOR : SOCT0610150A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 juin 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région de Beauvais-Clermont du 15 décembre 1989 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 12 mai 2005, relatif aux rémunérations minimales (2 annexes), à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 27 décembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région de Beauvais-

Clermont du 15 décembre 1989, modifié par l'avenant du 18 janvier 2002, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 12 mai 2005, relatif aux rémunérations minimales (2 annexes), à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le chef de service,*  
J. BLONDEL

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/48, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.